

Le FN est notre ennemi !

Le FN veut faire croire qu'il est devenu un parti « comme un autre » et qu'il aurait rompu avec ses « excès » • Pour Solidaires, le FN reste un parti profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste • S'il prospère actuellement en s'appuyant sur des discours aux accents « sociaux », il est clair qu'il ne s'agit là que d'une façade pour lui donner plus de poids électoralement • C'est un piège dans lequel les salarié-es ne doivent pas tomber.

La préférence nationale

La base de la politique du FN, c'est la préférence nationale, qui exprime la volonté politique de réserver des avantages (généralement financiers) ainsi que la priorité à l'emploi aux détenteurs/trices de la nationalité française ou à refuser les aides sociales à des personnes qui ne l'auraient pas. Cette idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons est l'expression d'une haine, d'un rejet de l'autre qui font porter sur les étrangers et les étrangères tous les maux de notre société. Elle est à la base de toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, pourtant interdites en France.

Or, tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours auparavant uniquement porté par le FN. Il l'utilise, en donnant des réponses « faciles et concrètes » : c'est la faute des autres, il faut donc se replier sur nous même...

Capitalistes d'abord...

Si nous sommes les premiers à considérer que l'accélération des politiques libérales a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, nous refusons les « solutions » prônées par le FN pour en « sortir ». Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-es et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie.

Le FN joue sur la corde « anti-mondialiste ». Pour notre part, nous revendiquons une autre mondialisation où les solidarités priment en termes économiques, politiques et sociaux, contrairement à l'opposition entre les peuples que tous les « nationalismes » entraînent.

Que le capitalisme soit d'ici ou d'ailleurs, peu importe : pour les salarié-es c'est bien l'exploitation qui est en cause, et provoque l'accaparement des richesses par une minorité. Et c'est bien l'union des salarié-es, quel que soit leur lieu de travail ou leur statut qu'il convient de rechercher. Les diviser, sous couvert de « préférence nationale » ne peut servir que ceux qui exploitent.



Des discours selon les saisons...

Peu clair, ou plutôt particulièrement changeant dans son discours selon les moments ou le public auquel il s'adresse, le FN peut ainsi dire tout et son contraire pour ratisser large.

Le FN affirme qu'il s'est « battu dès la première seconde contre la Loi El Khomri ». Force est de constater qu'il a pourtant été largement silencieux durant le mouvement contre la « loi Travail ». Bien au contraire, plusieurs amendements ont été déposés par les sénateurs FN Rachline et Ravier pour la suppression du compte pénibilité, le doublement des seuils sociaux ou encore la limitation du « monopole syndical ».

Si ces amendements ont été retirés à la demande de la direction du parti, ils montrent bien le double discours tenu.

Pareil sur l'État et ses fonctionnaires : hier encore, il les conspuait (et voulait réduire les missions de l'État aux seuls services régaliens), aujourd'hui il les flatte en leur disant qu'ils sont indispensables...

Personne n'a pu oublier les gesticulations du Front national concernant « le droit au mariage pour tous et toutes », la moitié des dirigeants du parti descendaient dans la rue pour empêcher l'adoption de cette loi, tandis que l'autre moitié, sur les plateaux de télévision, tentait de rassurer les partisans de cette mesure en disant qu'ils n'y étaient pas opposés. Et c'est le même cirque sur le droit à l'avortement, sur lequel les propos se contredisent à chaque nouvelle interview selon qui répond aux journalistes !

Aux antipodes des intérêts des salarié-es...

En dehors de quelques mesures phares pour faire illusion, la posture sociale du FN consiste en une dénonciation réactionnaire du « système » (dont il profite bien !) et à substituer à la lutte des classes une « identité nationale » fantasmée, comme si les salarié-es avaient les mêmes intérêts que leurs patrons ! **Il ne propose aucune remise en cause des intérêts patronaux, des rapports de domination et d'exploitation.** Le FN, comme ses sergents recruteurs Soral/Dieudonné, le nationaliste Dupont-Aignan ou les confusionnistes de l'UPR, ne dit rien sur les causes réelles des inégalités sociales, sur les logiques patronales, sur les conditions de travail, sur la répartition des richesses.

Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front national pour accéder au pouvoir. Mais **derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « petits » contre « les gros », le contenu concret de son programme, renvoie de fait au chacun pour soi.**

Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'Union syndicale Solidaires, rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre tou-te-s les salarié-e-s et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie.

La politique menée par le Front National est avant tout anti-sociale. Les accents « sociaux » de ses dirigeant-es ne sont qu'un écran de fumée. N'en soyons pas dupes. Rejeter l'autre, en se tournant vers le Front National n'est pas une solution. C'est tous et toutes ensemble, parce que solidaires et non divisé-es face au patronat que nous arriverons à gagner plus de droits.

4 ans après la mort de Clément Méric, CONTRE TOUS LES RACISMES ET L'EXTREME DROITE

Il y a quatre ans déjà, le 5 juin 2013, notre camarade, **Clément Méric**, syndicaliste et antifasciste était assassiné a 18 ans par des militants d'extrême-droite.

A l'heure où le Front National enregistre une fois de plus des scores importants aux élections, où l'heure où le discours raciste et xénophobe se propage et où l'approche du procès de ses agresseurs, il est de notre devoir de manifester, encore une fois, notre colère.

Nous manifesterons pour rendre hommage à notre camarade, et affirmer l'actualité de ses combats. Mais ce combat contre l'extrême-droite ne se réduit pas à cette manifestation, il prend corps quotidiennement dans les luttes que nous menons.

En portant un projet de transformation sociale, en se battant pour une éducation critique et ouverte à toutes et tous, pour un travail émancipateur, **nous faisons reculer l'extrême droite.**

En luttant contre les licenciements, les fermetures d'entreprises, et pour les droits des salarié-e-s, **nous faisons reculer l'extrême-droite.**

En développant la solidarité internationale avec les peuples qui luttent pour leur auto-détermination et contre le colonialisme, **nous faisons reculer l'extrême-droite.**

En combattant encore et toujours le sexisme, le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, l'homophobie, la transphobie, toutes les discriminations et système d'oppression, nous faisons reculer l'extrême-droite.

En nous organisant pour faire vivre notre arme la plus puissante, la solidarité, nous faisons reculer l'extrême-droite.

Nous appelons* donc toutes celles et ceux qui partagent les valeurs du progrès et de la justice sociale à nous rejoindre lors de la **journée de mobilisation et d'hommage à Clément et ses combats.**

A Paris, le samedi 3 juin, de 13 heures à 17 heures se tiendront sur la **place de la République des ateliers, des débats, et village du livre antifasciste.**

A 17 heures, une manifestation partira de la place de la République pour aller dans l'est de Paris.

*Appel signé notamment par le *Comité pour Clément, l'Action Antifasciste Paris-Banlieue (AFA), l'Union syndicale Solidaires, l'Unef, la CNT-RP, l'ATMF* et de nombreuses organisations politiques.